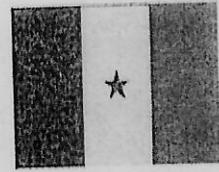


984

10076



**BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT**  
**&**  
**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**DOCUMENT DE STRATEGIE DE PARTENARIAT-PAYS**

**COMPTE RENDU**  
**DE LA MISSION DE PROGRAMMATION**  
**13-19 Février 2013**



**COMPTE RENDU**  
DE LA MISSION DE PROGRAMMATION DE LA  
STRATEGIE DE PARTENARIAT PAYS POUR LE SENEGAL  
(DU 13 AU 19 FEVRIER 2013)

---

## 1. Introduction

1. Une mission de la Banque Islamique de Développement (BID) a séjourné au Sénégal du 13 au 19 Février 2013. La mission était composée de MM. Musa Sillah, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest, Chef de la délégation, et Yahya Ould Didi, Chargé de Programmes. La mission a été appuyée par l'équipe des experts du Bureau Régional de Dakar.
2. Cette mission fait suite à l'adoption de la Stratégie de Partenariat-Pays conjointement formulée par la BID et le gouvernement du Sénégal et la signature d'un protocole d'accord pour sa mise en œuvre, au cours de la visite du Président du Groupe de la BID en septembre 2012. Elle avait pour principal objectif de décliner la stratégie de partenariat en un programme d'actions prioritaires regroupant et hiérarchisant les projets de développement, que le gouvernement du Sénégal souhaiterait soumettre au financement de la BID, au cours des trois prochaines années (2013-2015).
3. Au cours de son séjour, la mission a été reçue par M. Amadou Kane, Ministre de l'Economie et des Finances (Gouverneur de la BID); M. Haydar El Ali, Ministre de l'Environnement et M. Oumar Gueye Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement.
4. Le Gouverneur de la BID a exprimé toute la gratitude du gouvernement du Sénégal pour l'excellente coopération entre la BID et le Sénégal. Il s'est félicité du niveau des financements approuvés au profit du Sénégal, qui dépasse le milliard de dollars, ainsi que de la taille du portefeuille en cours d'exécution. Il a réitéré la fierté du Sénégal de faire partie de la communauté de solidarité de la Ummah et de sa disponibilité à continuer à jouer un rôle majeur au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique. Il a transmis toute sa reconnaissance aux instances dirigeantes de la BID pour l'attention particulière dont bénéficie le Sénégal de leur part ainsi que de toute la communauté de la Ummah.
5. Le Gouverneur a également précisé les ambitions du gouvernement et confirmé les domaines stratégiques prioritaires pour lesquels le Sénégal souhaiterait concentrer sa coopération avec la BID, à moyen terme, à savoir le renforcement des infrastructures énergétiques, de transport et d'assainissement et le développement de l'agriculture en tant que pilier de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes.
6. Le Gouverneur a enfin émis son souhait d'accélérer les décaissements de la nouvelle génération de projets et fait part de son désir de procéder dans les meilleurs délais à la

signature des conventions de financement en instance, au cours d'une prochaine visite à Djeddah.

7. La mission a eu des séances de travail avec les représentants des structures en charge des principaux secteurs concernés par la stratégie notamment, le Ministère des Infrastructures et du Transport, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère du Commerce et de l'Industrie, le Ministère de la Femme, le Ministère de l'Energie, le Ministère de l'Elevage, le Ministère de la jeunesse, de l'emploi et des valeurs civiques, le Ministère de l'Assainissement, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Education nationale et le Ministère de la Restructuration et du Réaménagement des Zones d'Inondations. La liste des personnes rencontrées est jointe en Annexe. Ces rencontres ont servi à présenter les principaux piliers de la Stratégie de Partenariat Pays du Sénégal, en vue d'identifier les projets prioritaires devant constituer le programme indicatif de sa mise en œuvre.
8. La mission a également échangé avec les partenaires techniques et financiers, représentés à Dakar, en vue d'examiner les possibilités de partenariat pour des co-financements. Elle a notamment visité la Délégation de l'Union Européenne pour étudier les possibilités de partenariat dans le financement des infrastructures de transport, la JICA pour ce qui concerne l'assainissement et l'agriculture, la Banque Mondiale pour l'appui au secteur de l'énergie et la Banque Africaine de Développement, pour le domaine de l'agriculture.
9. Les principaux résultats de la mission sont résumés ci-après.

## 2. Rappel des piliers de la Stratégie de Partenariat

10. Au cours de son séjour, la mission a rappelé le processus de formulation de la Stratégie de Partenariat et les principaux piliers stratégiques d'interventions retenus conjointement par la BID et le Gouvernement. Ces piliers sont parfaitement alignés sur la Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale et s'inspirent des principaux constats sur le contexte socio-économique, des principaux défis auxquels le Sénégal est confronté mais aussi des opportunités et atouts dont il bénéficie. Les interventions des autres partenaires, l'avantage comparatif de la BID et sa capacité à constituer un levier de financement, ont également été pris en compte.
11. La Stratégie de Partenariat se veut sélective tout en étant alignée sur les priorités du gouvernement. Elle est déclinée en deux principaux piliers qui définissent les domaines de concentration de la BID à savoir :
  - **Pilier1 : le renforcement de la compétitivité** par l'appui à la résorption du déficit énergétique, l'expansion du réseau routier et l'assainissement;
  - **Pilier2 : l'amélioration de la productivité agricole et le renforcement de la chaîne de valeur** à travers l'appui à la maîtrise de l'eau, l'amélioration de l'accès aux crédits (développement de la finance islamique) et aux équipements de production, le

développement de l'agro-industrie et la contribution à la constitution de réserves stratégiques (y compris les semences) et l'amélioration du potentiel génétique animal.

- **De manière transversale**, des actions de renforcement des capacités institutionnelles et humaines sont envisagées

12. Les domaines prioritaires ainsi couverts par la stratégie sont les infrastructures d'énergie, de transport et d'assainissement, l'agriculture (y compris l'élevage et l'aquaculture) et la finance islamique.

### 3. Consultations sectorielles

13. Les consultations sectorielles ont permis de recueillir les principaux projets/programmes de développements prioritaires qui pourraient bénéficier de l'appui de la BID pour leur mise en œuvre.

14. Au niveau du premier pilier **de renforcement de la compétitivité**, les discussions ont porté sur :

(i) **le Soutien à la mise en place d'infrastructures énergétiques d'appui à la productivité et à la compétitivité**

➤ A ce niveau, les discussions ont permis de recueillir des projets couvrant les questions stratégiques liées au: (i) renforcement de l'offre énergétique par la production, (ii) l'extension du réseau de transport et d'interconnexion, (iii) la réhabilitation et l'extension du réseau électrique urbain et péri urbain, (iv) l'amélioration de l'accès des populations rurales à l'électricité, (v) le renforcement du mix énergétique à travers l'appui aux partenariats publics et privés et les interconnexions régionales (y compris dans la promotion des énergies renouvelables).

➤ La liste des projets collectés est présentée en Annexe.

➤ Par ailleurs, le soutien stratégique de la BID au secteur pétrolier a également été souligné. Cet appui pourrait concerner la sécurisation de l'approvisionnement du Pays à travers le financement des importations.

(ii) **L'appui à la mise en place d'infrastructures de transport pour renforcer la productivité et l'intégration régionale et désenclaver les zones de production**

➤ En ce qui concerne le secteur des transports, les échanges ont permis d'identifier des programmes et projets pour (i) l'appui au renforcement de la mobilité urbaine, (ii) l'extension du réseau autoroutier, (iii) la réhabilitation et le développement de nouveaux corridors, (iv) le désenclavement des pôles de croissance, et (v) l'appui à la mise en œuvre du programme de pistes communautaires.

➤ Pour le volet ferroviaire, une requête de financement d'un certain nombre d'études sera soumise à la Banque notamment pour les tronçons manquants du corridor Dakar – Bamako par le Sud, partie intégrante du corridor Dakar-Port Soudan de l'OCI et pour la remise à niveau des infrastructures du Petit Train Bleu (PTB) de Banlieue pour l'amélioration de la mobilité urbaine.